

Non à la casse de l'Ecole publique ! Crédit de postes à hauteur des besoins, non aux fermetures de classes !

Le budget Macron-Lecornu, c'est 7 milliards d'euros de plus pour l'armée, des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et une offensive inédite contre la Sécu, contre l'Ecole publique, contre l'Hôpital public, contre les droits et les garanties collectives des salariés. Rien pour les salaires entraînant une nouvelle dégringolade du pouvoir d'achat, rien pour améliorer les conditions de travail qui ne cessent de se dégrader....

Conséquence de ce budget, passé en force avec l'article 49-3 et après moults tractations politiciennes, ce sont 4000 postes au niveau national qui seront supprimés à la rentrée 2026 !

Dans le Rhône, cela concerne 94 postes dans le 1^{er} degré ! Après les 83 suppressions de postes de l'année dernière, cela fait 177 postes en moins en deux ans ! Quand on sait que l'année dernière, les 83 suppressions de postes s'étaient traduites par 253 fermetures de classes (contre seulement 143 ouvertures), on peut craindre une nouvelle hécatombe cette année.

De plus, ce sont 100 postes d'ici la rentrée 2027 qui vont être pris dans les classes pour la mise en place des PAS (Pôles d'appui à la scolarisation) pour aggraver l'inclusion systématique ainsi que les conditions de travail des AESH et occasionneront autant de fermetures de classes.

Dans le 2nd degré, l'Inspecteur d'Académie annonce la création de 51.5 ETP dont 10.9 dans les collèges. C'est largement insuffisant ! Ce que veulent les collègues, c'est une augmentation des postes à hauteur des besoins pour que le nombre d'élèves par classe soit drastiquement diminué et que toutes les disciplines soient pourvues ; ils ne veulent pas de dispositifs qui empêchent la création de postes devant élèves.

Concernant le lycée général et technologique et le lycée professionnel, il est annoncé la création de 20 ETP ! Bien insuffisants au regard des effectifs toujours plus chargés des classes !

Ces conditions inacceptables provoquent la colère et la résistance des personnels et des parents d'élèves. L'heure est à la mobilisation avec les enseignants, les AESH, les parents, les élus et tous ceux qui se battent pour la défense de l'Ecole publique !

Pour sa part, la FNEC FP FO du Rhône revendique :

- L'abandon de toutes les mesures de suppression de postes**
- Crédit de postes à hauteur des besoins dans les écoles et les établissements**
- Crédit de tous les postes spécialisés nécessaires, création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux.**